



ACCORD-CADRE DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Objet : Mise à disposition de personnels intérimaires

Pouvoir adjudicateur :

Mme la Directrice du Parc National du Mercantour

23 rue d'Italie

CS51316

06000 NICE

Date et heure limites de réception des offres :

1^{er} février 2021 à 16 Heures

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Mise à disposition de personnels intérimaires

1.2 – Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 – Type de contrat

L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79620000-6	Services de mise à disposition de personnel, y compris de personnel temporaire

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 5 mois à compter de la date limite de réception des offres

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée. En cas de transmission d'une ou de plusieurs offres variantes, le pouvoir adjudicateur les rejettera sans les analyser.

2.3 – Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévue pour l'exécution des prestations.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront mandatées dans un délai de 30 jours et payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 38 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015.

Article 3 : Contenu et mise à disposition du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- Le devis estimatif
- un BPU

Le DCE est remis gratuitement à chaque candidat.

Conformément aux articles R 2132-7 et R 2132-13 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation gratuitement et uniquement par voie électronique, à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pour les pièces concernant la candidature :

Documents à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner conformément à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique	Oui
Conformément à l'article L2141-3 -3° du code de la commande publique si le candidat est en situation de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, il produira la copie du ou des jugements prononcés	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. Les entreprises récemment créées et qui ne sont pas en mesure de fournir ces informations pourront prouver leurs capacités financières en produisant une déclaration appropriée de banques (dont la forme est laissée à la discrétion de l'établissement bancaire).	Oui

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Oui
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires **DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Pour les pièces concernant l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé.

Le devis estimatif : à compléter. Document ne servant que pour le dépouillement des offres et n'ayant aucune valeur contractuelle.

Le modèle de BPU à compléter

- La note méthodologique du candidat qui démontrera sa compréhension du besoin et dans laquelle sera notamment fait mention de :
 - La présentation des moyens humains et techniques mis en œuvre,
 - Le détail technique et financier,
 - Le détail d'un process de recrutement,
 - La composition de l'équipe intervenant spécifiquement sur la mission et leurs curriculum vitae,
 - Les références récentes sur des prestations du même type, notamment dans la région,
 - Labels de qualité détenus par le prestataire,
 - La réactivité,
 - L'aptitude au conseil,
 - La simplicité de la gestion (outils d'échanges, de suivi, dématérialisation éventuelle)
 - Les outils de reporting
 - Les avantages offerts aux personnes recrutées
 - L'aptitude à proposer des personnels diversifiés (notamment handicapés) possédant les aptitudes au poste.

Le prestataire doit obligatoirement proposer un référent principal (CV à présenter) devant accompagner le maître d'ouvrage au cours de la mission.

Toute absence de documents ou tout document incomplet entraînera le rejet de l'offre. Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1 - Critères de jugement

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le classement des **candidatures** retenues sera effectué selon les critères ci-dessous et la pondération suivante :

Libellé	%
1- Références professionnelles de moins de 3 ans pour des prestations de même nature	60
2- Garanties professionnelles et financières du prestataire	40

L'offre économiquement la plus avantageuse sera alors appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Libellé	%
1- Valeur technique au regard notamment de la note méthodologique	60
2- Prix des prestations	40

5.2 - Pondérations

Le jugement des offres sera effectué à partir des critères pondérés de la manière suivante à partir d'une note maximale de 100 points :

Critère "Valeur technique" : pondéré à 60 %, c'est à dire noté sur 60 points, jugé à partir de la note méthodologique.

Le présent critère est décomposé de la manière suivante :

- Clarté et exhaustivité de la reformulation du besoin : pondération à 10 %
- Qualité et complétude des processus proposés pour la mise à disposition de personnels intérimaires dans les cas de délégation : pondération à 20 %
- Qualité des opérations mensuelles de reporting : 10 %
- Descriptif des processus proposés pour garantir une appréhension complète par les personnels intérimaires des conditions de travail au Parc national, pendant toute la durée des missions (en matière de sécurité, santé, hygiène et horaires de travail) : 20 %

Critère « prix de la prestation » : pondéré à 40 %, c'est à dire noté sur 40 points, évalué au vu du coût figurant sur le devis estimatif à compléter par le candidat du marché et de la façon suivante :

Offre moins disante X 40

Offre

L'offre ayant la meilleure note sur 100 points sera qualifiée de « mieux disante ».

5.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations visés de l'article R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Les certificats sociaux et fiscaux (formulaire NOTI2 disponible sur <http://www.minefi.gouv.fr>), ainsi que l'attestation d'assurance professionnelle, seront donc fournis, si possible, par les candidats lors de la remise des offres.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6-1 Remise des plis sur support papier

Les candidats ne sont pas autorisés à transmettre leur offre sous plis cacheté.

6-2 Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Pour pouvoir faire une offre électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plate-forme PLACE et accepter les conditions générales d'utilisation de la plateforme PLACE.

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01/00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique et sur support papier. Cette copie est transmise sous plis scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Pour rappel, la signature électronique n'est pas exigée ; cependant si le candidat est déjà en possession d'un certificat électronique valide, il pourra signer électroniquement sa réponse.

Dans ce cas, la signature doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XadES, CadES ou Pades. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS ; Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront ré-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats seront informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans le cas où un programme informatique malveillant a été détecté dans la candidature ou dans l'offre par le pouvoir adjudicateur.

La trace de malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde dans laquelle un programme informatique malveillant est détecté ne fera pas l'objet d'une réparation. Le document électronique sera réputé ne pas avoir été reçu.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur à : www.marches-publics.gouv.fr

Adresse : Parc national du Mercantour
23 rue Italie
CS5 1316 NICE CEDEX 1

Adresse internet : www.marches-publics.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats ayant été destinataires du dossier par voie dématérialisée avant la date limite de remise des offres.

Article 8 : Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Nice.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif de Nice peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le biais du site www.telerecours.fr

ANNEXE : Attestation du candidat (à compléter et remettre dans votre offre)

IDENTIFICATION DU CANDIDAT (OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT)

Je soussigné

(nom et qualité de la personne habilitée à engager la société)

agissant pour le compte de la société :

Adresse :

N° de SIRET :

DÉCLARE SUR L'HONNEUR :

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique n'entrer dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2145-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définie aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

Fait à

Le

Signature et cachet de la société

Documents à joindre de manière impérative :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...);

- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger.